Défrichement pour la construction d'une maison individuelle sur le secteur ancienne route d'Anduze sur la commune de NIMES (30)

Le préfet de région,

Vu la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L. 122-1, R.122-2 et R. 122-3 ;

Vu l'arrêté de la ministre de l'écologie, du développement durable, et de l'énergie du 26 juillet 2012 relatif au contenu du formulaire d'examen au cas par cas ;

Vu le formulaire d'examen au cas par cas n°F09113P0207 relatif au projet référencé ci-après :

- Défrichement pour la construction d'une maison individuelle secteur ancienne route d'Anduze sur la commune de NIMES (30) déposé par TRENEL Stéphane,

- reçu le 18/06/2013 et considéré complet le 18/06/2013 ;

Vu l'arrêté N° 130085, en date du 14 janvier 2013 du préfet de région du Languedoc-Roussillon portant délégation de signature à Monsieur Didier Kruger, directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Languedoc-Roussillon ;

Vu l'avis de l'agence régionale de santé du 03/07/2013 ;

Considérant que le projet relève de la rubrique 51^a) du tableau annexé à l'article R.122-2 du code de l'environnement qui soumet à examen au cas par cas les défrichements portant sur une superficie totale, même fragmentée, inférieure à 25 hectares ;

Considérant la localisation du projet ancienne route d'Anduze sur les parcelles cadastrées section BV n°547, 556, 576 ;

Considérant que le projet porte sur un défrichement de 1 227 m² préalable à la construction d'une maison individuelle de 183,52 m² ;

Considérant que le projet s'inscrit en zone N3 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) en vigueur qui autorise l'habitat individuel diffus et en continuité d'une zone artificialisée ;

Considérant que le projet consiste au défrichement d'une surface réduite d'espèces ne présentant pas un intérêt écologique particulier ;

Considérant qu'au regard de la nature du projet et de l'ensemble des éléments fournis par le pétitionnaire, celui-ci n'est pas susceptible d'avoir des effets préjudiciables sur l'environnement ;
Arrêté :

Article 1°

Le projet de « Défrichement pour la construction d'une maison individuelle secteur ancienne route d'Anduze sur la commune de NIMES (30) » objet du formulaire n°F09113P0207 n'est pas soumis à étude d'impact en application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement.

Article 2

La présente décision, délivrée en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

Article 3

Le présent arrêté sera publié sur le site Internet de la préfecture de région.

Fait à Montpellier, le 17 JUIL. 2013

Pour le Préfet de région et par délégation,

L'Adjoint au Chef du Service Aménagement

Frédéric DENTAND

<table>
<thead>
<tr>
<th>Voies et délais de recours</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>1° décision imposant la réalisation d'une étude d'impact</td>
</tr>
<tr>
<td>Recours administratif préalable obligatoire, sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux :</td>
</tr>
<tr>
<td>Monsieur le préfet de région</td>
</tr>
<tr>
<td>DREAL Languedoc-Roussillon</td>
</tr>
<tr>
<td>520 allée Henri II de Montmorency - CS 69007</td>
</tr>
<tr>
<td>34064 Montpellier cedex 02</td>
</tr>
<tr>
<td>(Formé dans le délai de deux mois suivant la mise en ligne de la décision)</td>
</tr>
<tr>
<td>Recours gracieux, hiérarchique et contentieux, dans les conditions de droit commun, ci-après.</td>
</tr>
</tbody>
</table>

| 2° décision dispensant le projet d'étude d'impact |
| Recours gracieux : |
| Monsieur le préfet de région |
| DREAL Languedoc-Roussillon |
| 520 allée Henri II de Montmorency - CS 69007 |
| 34064 Montpellier cedex 02 |
| (Formé dans le délai de deux mois, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux) |
| Recours hiérarchique : |
| Madame la ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie |
| Grande Arche |
| Tour Pascal A et B |
| 92055 La Défense CEDEX |
| (Formé dans le délai de deux mois, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux) |
| Recours contentieux : |
| en ce qui concerne les départements du Gard et de la Lozère : |
| Tribunal administratif de Nîmes |
| 16, avenue Feuchères |
| 30941 Nîmes Cedex 09 |
| (Délai de deux mois à compter de la notification/publication de la décision ou bien de deux mois à compter du rejet du recours gracieux ou hiérarchique). |
| en ce qui concerne les départements de l'Hérault, de l'Aude, des Pyrénées-Orientales : |
| Tribunal administratif de Montpellier |
| 6 rue Pottet |
| 34003 MONTPELLIER CEDEX 1 |
| (Délai de deux mois à compter de la notification/publication de la décision ou bien de deux mois à compter du rejet du recours gracieux ou hiérarchique). |